



**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Arrêté n° *12-2024-01-24-00002* du *24/01/2024*

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Arrêté rendant redevable d'une astreinte administrative
Monsieur Pierre Marie ALA**

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-1 ;
- VU** le décret du 05 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°12-2023-09-18-0001 du 18 septembre 2023 portant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement qui constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 2120 relative à la détention de chiens de plus de 4 mois ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 18 août 2022 relatif à l'inspection du 10 août 2022 transmis à Monsieur Pierre Marie ALA par courrier recommandé avec avis de réception le 18 août 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°12-2022-09-20-00001 du 20 septembre 2022 de mise en demeure remis à Monsieur Pierre Marie ALA par la gendarmerie de LAISSAC SEVERAC L'ÉGLISE le 17 novembre 2022, le courrier de transmission de cet arrêté en recommandé avec accusé de réception du 22 septembre n'ayant pas été retiré après que Monsieur ALA en ait été avisé le 23 septembre 2022 ;
- VU** le courriel de Monsieur ALA en date du 27 septembre 2022 indiquant son intention de rester sous le régime de la déclaration et de revenir à moins de 50 chiens ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 5 décembre 2023 relatif à l'inspection du 14 novembre 2023, accompagné du projet d'arrêté instaurant la mise sous astreinte, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 5 décembre 2023 et distribué le 12 décembre 2023 ;
- VU** l'absence d'observations de l'intéressé dans le délai imparti de 15 jours ;

Considérant que, pour satisfaire à la mise en demeure du 20 septembre 2022, Monsieur ALA devait ramener l'effectif de son chenil un maximum de 50 chiens de plus de quatre mois avant le 31 juillet 2023 ;

Considérant que, à la date du 14 novembre 2023, 74 chiens de plus de quatre mois étaient présents, qu'il n'a donc pas été déféré à la mise en demeure et qu'il convient de prendre une mesure destinée à en assurer le respect ;

Considérant qu'il convient par conséquent de faire application des sanctions prévues à l'article L.171-7.I.1° du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aveyron ;

- A R R E T E -

Article 1- Astreinte relative à la régularisation de la situation administrative du chenil

Monsieur Pierre-Marie ALA, né le 11 mars 1972, demeurant à Gaverlac, 12310 SÉVERAC L'ÉGLISE, propriétaire d'un chenil à Gaverlac, commune de SÉVERAC D'AVEYRON, est rendu redevable d'une astreinte journalière de trente euros (30 €) jusqu'à satisfaction complète de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 septembre 2022 sus-visé, à savoir la régularisation de la situation administrative de son chenil en ramenant le nombre de chiens détenus à un maximum de 50 chiens de plus de quatre mois.

Cette astreinte prend effet à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

Monsieur ALA devra tenir à disposition de l'administration les justificatifs du devenir des chiens en surnombre dont il se sera séparé pour respecter les dispositions ci-dessus.

Article 2- Liquidation de l'astreinte

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral. Le recouvrement de l'astreinte est réalisé selon des jours calendaires.

Article 3- Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, soit par courrier, soit par l'application informatique télérécurse accessibles sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais suivants :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 8- Publication

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 9- Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le directeur départemental des finances publiques de l'Aveyron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Pierre Marie ALA.

Fait à Rodez, le 24 / 01 / 2024

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale


Véronique ORTET